l'Industrie et du Commerce (M. Gray), mon collègue le ministre du Travail (M. Regan) et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy). Je pense que ces 350 millions de dollars qui seront dépensés pour la restructuration des entreprises et l'aide à la main-d'œuvre favoriseront grandement dans les régions des plus durement touchées la naissance, la survie et l'amélioration de petites entreprises.

En plus, monsieur le président, il est bien évident qu'on trouve dans ce budget deux autres fort importantes mesures fiscales plus directement ou plus précisément rattachées à la petite entreprise. Une première mesure permettra en effet aux propriétaires d'entreprises non incorporées de déduire de leur revenu imposable le salaire payé à un conjoint. Cette mesure affecte quelque 600,000 entreprises, dont la vaste majorité sont cataloguées comme petites entreprises. Grâce à cette nouvelle mesure l'employé qui reçoit un salaire de son conjoint pourra jouir de tous les avantages fiscaux normalement dévolus aux employés réguliers. Cette mesure s'applique également aux agriculteurs et aux pêcheurs, comme l'a mentionné hier soir d'une façon fort éloquente mon secrétaire parlementaire, le député de Lambton-Middlesex (M. Ferguson). Finalement, monsieur le président, ce projet de loi mettra fin aux diverses controverses qu'a suscitées la mise en application du programme d'obligation pour le développement de la petite entreprise. Ce programme permet aux banques et aux autres institutions financières de prêts de faire passer comme dividendes, pour des fins fiscales, les revenus provenant des paiements d'intérêts. Comme on le sait, la fiscalité sur les dividendes est plus avantageuse, ce qui permet donc aux banques et aux autres institutions de prêter à un taux préférentiel.

● (1530)

[Traduction]

Cette mesure permet aux petites sociétés privées sous contrôle canadien d'obtenir des prêts à faible taux d'intérêt jusqu'à concurrence de \$500,000. Ces prêts peuvent financer l'acquisition de capital fixe ainsi que les activités de recherche et de développement.

Les obligations pour le développement de la petite entreprise peuvent également servir à financer de nouveau des avoirs acquis après le 11 décembre 1979, ainsi qu'à financer ou à refinancer les obligations des petites entreprises aux prises avec des difficultés financières.

Bien que l'adoption de cette mesure, ait subi certains retards, l'idée a été bien accueillie par le secteur privé. Jusqu'à présent, plus de 200 millions de dollars ont été versés aux petites entreprises aux termes de ses dispositions.

Ces stimulants d'ordre fiscal qui devaient arriver à échéance le 31 décembre 1980 ont été prorogés au 31 mars 1981. Si l'on tient compte de son effet rétroactif au mois de décembre 1979, cette mesure aura donc été en vigueur durant plus d'un an

Impôt sur le revenu—Loi

pour permettre au plus grand nombre possible de petites entreprises d'en bénéficier durant la période d'application.

[Français]

Si l'on considère tout ce que je viens d'énumérer, monsieur le président, on constate que le gouvernement fédéral, à l'heure actuelle, a pour trois milliards de dollars de prêts en cours pour la petite entreprise, soit des prêts directement effectués par la Banque Fédérale de Développement ou des prêts garantis par le gouvernement en vertu de la loi sur les prêts aux petites entreprises ou en vertu de programmes comme le programme d'expansion des entreprises. En plus de ces trois milliards actuellement en cours en prêts à la petite entreprise, on sait qu'annuellement, environ 100 millions de dollars sont versés aux petites entreprises canadiennes sous forme de subventions, soit par le ministère de l'Expansion économique régionale, soit par le Conseil national de recherches du Canada, soit par le ministère de l'Industrie et du Commerce ou tout autre ministère du gouvernement actuel qui s'occupe de développement économique.

En plus, monsieur le président, comme je le disais au début de mon exposé, plusieurs mesures fiscales telles que le taux préférentiel pour la petite entreprise, le rabatement prévu pour le financement des inventaires, la déductibilité du salaire de l'époux ou de l'épouse dans une entreprise, et toutes ces mesures fiscales représentent environ 2 milliards de dollars par année d'allègements fiscaux. C'est donc dire, et je pense qu'on l'admettra avec moi, monsieur le président, qu'il s'agit là, de la part du gouvernement fédéral, d'un investissement très considérable en ce qui touche le secteur de la petite entreprise.

Bien évidemment, nos collègues du Nouveau parti démocratique et du parti progressiste conservateur, au lieu de s'attacher à étudier précisément le contenu du bill C-54, ont voulu ressasser toute leur philosophie politique et ont préféré dire aux Canadiens qu'il n'y avait rien dans le bill C-54 plutôt que d'informer nos concitoyens des projets et des mesures fiscales dont ils pouvaient profiter. Je pense que c'est agir là avec un manque de responsabilité flagrant, mais qui n'est pas surprenant de leur part, monsieur le président.

[Traduction]

J'ai lu aujourd'hui les remarques formulées par le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) qui, à mon étonnement, a brossé un tableau sombre et inexact du secteur de la petite entreprise au Canada. Je tiens à lui signaler et à signaler à la Chambre qu'en dépit d'un taux de faillite croissant, la proportion des faillites commerciales au Canada demeure inférieure à 1 p. 100 par année. J'ajouterai que le nombre de petites entreprises nouvellement mises sur pied est plus grand que jamais auparavant. Certes, il est vrai que quelque 6,500 entreprises ont fait faillite en 1980 au Canada—et je pense que nous le déplorons tous—mais il ne faut pas oublier qu'environ 50,000 nouvelles entreprises ont été mises sur pied durant cette même période.